

à Saint-Denis, le 15 avril 2019

## **La casse des services publics est la cause des violences en milieu scolaire en Seine-Saint-Denis**

La ville de Saint-Denis fait la une des médias : enseignante braquée avec une arme factice au collège Triolet, agression physique d'un enseignant au collège La Courtille, intrusion d'individus armés au lycée Paul Eluard, et chaque année le nombre de violences commises dans et devant les établissements scolaires augmentent.

À chaque nouvelle agression d'un-e enseignant-e ou d'élèves, le recteur et le Ministre déverse leur « solidarité » par des tweets et des communiqués compatissants. Pourtant les personnels des établissements du 93 ne sont pas dupes : l'éducation nationale reste sourde aux demandes des personnels qui revendiquent de meilleures conditions d'étude pour les élèves et de meilleures conditions de travail pour les personnels. Cela passe nécessairement par des créations de postes. Au contraire, le rectorat de Créteil n'a prévu que deux créations de poste pour pallier à la hausse de 1600 élèves dans les collèges du 93. La seule réponse de l'État est sécuritaire : plus de policiers, des arrestations musclées de jeunes mineurs... que Sud Education 93 dénonce.

Les violences qui existent aujourd'hui entre quartiers de Saint-Denis dans et devant les établissements ou encore sur les infrastructures sportives de la ville, sont le fait de la dégradation de tous les services publics : service d'éducation, de santé, de protection de l'enfance, de justice. Les enfants et les adolescents qui perpétuent ces agressions subissent de plein fouet la violence de la République qui les a abandonnés. Lutter contre les violences, c'est donc lutter contre l'échec scolaire et le décrochage. Pour cela il faut donner au service public d'éducation de Seine-Saint-Denis les moyens de fonctionner.

Les personnels du département sont aujourd'hui mobilisés contre les lois Blanquer (école de la confiance, Parcours sup, réforme des lycées...). Une autre politique éducative est nécessaire et celle-ci passe nécessairement par l'arrêt de ces réformes inégalitaires et par l'obtention d'un plan d'urgence pour l'éducation en Seine-Saint-Denis.

Pour l'éducation, SUD éducation 93 revendique l'intégration des lycées à la carte de l'éducation prioritaire, le passage de toute l'éducation prioritaire du département en REP+ avec les moyens qui vont avec :

- ⇒ 16 élèves au maximum dans toutes les classes
- ⇒ 1 CPE pour 4 classes
- ⇒ 1 AED pour 50 élèves
- ⇒ 1 RASED complet par groupe scolaire
- ⇒ 1 enseignant-e supplémentaire pour 5 classes dans les écoles
- ⇒ une réduction du temps de service pour toutes les catégories de personnel
- ⇒ une augmentation du temps de concertation

**Bourse du Travail de Saint-Denis**  
9/11 rue Génin,  
93200 Saint-Denis

**01.55.84.41.26**  
**06.88.66.47.23**

**contact@sudeducation93.org**  
**<http://www.sudeducation93.org/>**

